

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-puissante-confrerie-des>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **La puissante confrérie des nucléophiles**

1er novembre 2003

La puissante confrérie des nucléophiles

Par Benjamin Neumann

Parlementaires, patrons, ministres, et même écolos décalés, ils trustent les positions clefs et vantent - avec succès - les mérites de l'atome.

Le lobby nucléaire est en passe de remporter une nouvelle victoire spectaculaire. Plusieurs ministres viennent de faire savoir que la France devait privilégier une relance du nucléaire dans les décennies à venir, une énergie « propre » à l'aune de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, l'EPR (european pressurized water reactor), le réacteur nucléaire franco-allemand conçu dans les années 90 par Framatome et Siemens, est à deux doigts d'être désigné pour renouveler le parc de centrales d'EDF.

Qu'il semble loin, le temps où les Allemands programmaient l'arrêt progressif du nucléaire et où, à Paris, les Verts obtenaient de Lionel Jospin la fermeture de Superphénix. Les principaux acteurs de la filière, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), EDF et Areva, ont repris l'offensive avec le retour de la droite aux commandes et ont su se faire entendre par un gouvernement sensible à leurs plaidoyers. Il est vrai que dans les ministères clefs, comme l'Industrie, l'Economie et l'Environnement, mais aussi à Matignon et à l'Élysée, le lobby nucléaire se sent chez lui. Sans compter qu'il s'appuie sur un maillage dense de parlementaires nucléophiles de tout bord.

C'est Nicole Fontaine, la ministre déléguée à l'Industrie, qui, début octobre, a annoncé la couleur en se prononçant en faveur de l'EPR. Une anticipation surprise sur le calendrier initial, la décision définitive devant être prise début 2004.

Ce projet avait pourtant bien failli passer à la trappe dans les années 90 : après l'Allemagne, la France s'interrogeait sur une diversification de son bouquet énergétique, le nucléaire contribuant à hauteur de 78 % à la production d'électricité en France. Mais, entre-temps, la verte Dominique Voynet a été remplacée par Roselyne Bachelot. Cette dernière déclarait quelques jours après sa nomination au ministère de l'Écologie : « L'industrie la moins polluante est l'industrie nucléaire. »

Du pain bénit pour le lobby nucléaire, et de quoi ravir les tenants de la filière, Jean Syrota en tête, ardent défenseur de l'atome, hier à la tête de la Cogema et aujourd'hui président de la Commission de régulation de l'énergie, ainsi qu'André-Claude Lacoste, n° 1 à la Direction générale de la sûreté

nucléaire et de la radioprotection. Tous deux appartiennent au prestigieux corps des Mines, grand promoteur de l'énergie nucléaire en France. Mais aussi Jacques Bouchard, le directeur de l'énergie nucléaire au CEA, qui voit ainsi conforter ses programmes de recherche sur l'atome.

L'EPR est censé prendre la relève des 58 centrales en activité, dont 14 atteindront l'âge limite de 40 ans en 2020, et 34 autres en 2025. Pour les pronucléaires, lancer ce chantier s'impose. Selon le président d'EDF, François Roussely, « il faudrait pouvoir mettre en service un démonstrateur EPR à l'horizon 2010, ce qui veut dire, compte tenu d'un temps de construction de six ans, pouvoir en démarrer le chantier à court terme ». L'objectif étant de le tester jusqu'en 2015 avant de lancer la construction de 7 ou 8 EPR dans la foulée.

Les industriels du secteur se frottent les mains. Avec en première ligne Areva. Le retour en grâce de l'EPR tombe à point nommé pour Anne Lauvergeon, la présidente du groupe nucléaire public français, qui ambitionne une ouverture du capital du groupe au printemps prochain. Une bonne façon de clarifier la stratégie de la holding Framatome ANP, filiale d'Areva et de l'allemand Siemens, qui a hérité de la construction de l'EPR.

L'enjeu industriel est de taille. La réalisation d'un seul réacteur représente pour Framatome 2,6 millions d'heures d'ingénierie - de quoi salarier 400 personnes pendant une durée de quatre ans - et 800 000 heures de travail de production, soit un tiers de la capacité des usines du groupe dans les cinq ans à venir. Un argument qui a pesé lourd dans la balance est celui de la défense d'un des fleurons de l'économie nationale.

Au printemps dernier, Framatome ANP-Siemens a répondu à l'appel d'offres de la Finlande pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire. Mi-octobre, le consortium a été retenu pour des négociations exclusives. L'obtention de ce contrat aurait été impossible sans l'action souterraine du corps des Mines, largement représenté au gouvernement : Stéphane Michel, le conseiller chargé des questions d'énergie du ministre de l'Economie, Francis Mer, Luc Rousseau, conseiller industriel de Matignon, et Stéphane Dupré La Tour, le conseiller pour l'industrie et l'environnement du président de la République.

Les parlementaires ne sont pas en reste. Hormis les Verts, qui restent opposés à la reprise du programme nucléaire, la classe politique y est globalement favorable. Le Parti communiste s'est prononcé en faveur de l'EPR, via Alain Obadia, membre de l'exécutif national de son parti. Pour le PCF, le nucléaire reste une énergie nécessaire à l'indépendance énergétique de la France. Si le PS tente d'affiner sa position, certains de ses membres n'ont pas attendu pour dévoiler la leur.

Dans le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques consacré à « la durée de vie des centrales nucléaires et les nouveaux types de réacteurs », coécrit avec Claude Birraux, député UMP de Haute-Savoie, Christian Bataille, député PS du Nord, connu pour ses positions pronucléaires, a conclu que la France devait « engager sans délai la construction d'un démonstrateur tête de série EPR ». Idem pour l'ancien député UMP du Rhône Jean Besson, dans son rapport dans le cadre de la préparation du projet de loi d'orientation sur l'énergie, qui sera présenté début 2004.

Le lobby nucléaire peut également compter sur le soutien d'une soixantaine de parlementaires, dont Claude Gatignol, député UMP de la Manche et président du groupe d'étude sur l'énergie à l'Assemblée nationale, Pierre Micaux, député UMP de l'Aube, mais aussi Dominique Strauss-Kahn, de longue date favorable au nucléaire, et qui continue à le soutenir au nom de la lutte contre l'effet de serre.

Car avec le combat contre les émissions de gaz à effet de serre le nucléaire semble obtenir ses lettres

de noblesse auprès de certains écologistes. Ainsi, au sein d'Ecologie bleue, le courant de l'UMP sensible aux problèmes d'écologie et d'environnement, la spécialiste des questions nucléaires, Françoise Dutheil, est une ancienne ingénieur du CEA, très pronucléaire. Depuis 1996, il existe même une association des écologistes pour le nucléaire. Son président polytechnicien, Bruno Comby , estime ainsi que l'énergie nucléaire, parce qu'elle « ne contribue pas à la pollution de l'atmosphère », est écologique.